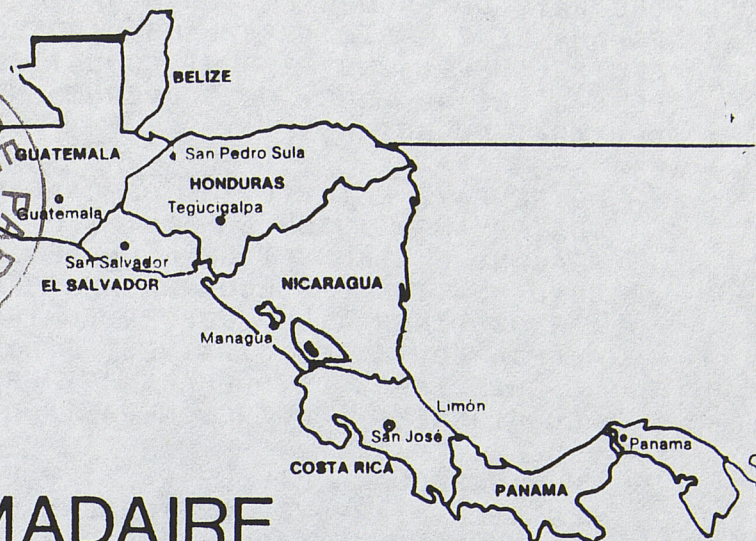
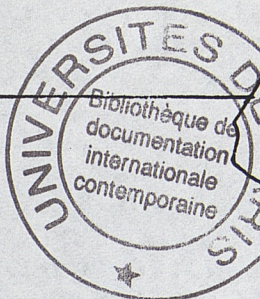




AGENCIA NUEVA NICARAGUA
8 Rue des Capucines
75002 Paris France
Tel: 261 26 98 Telex: 215993



BULLETIN HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE DU NUMERO 15 12-19/4/1986

- NICARAGUA: LE NICARAGUA REpond AU GROUPE DE CONTADORA.
- AMERIQUE CENTRALE: LA PAIX EN AMERIQUE CENTRALE EST INTIMEMENT LIEE A L'ARRET DE L'AGRESSION CONTRE LE NICARAGUA.
- MEXIQUE: PROFONDES DIVERGENCES A LA CONFERENCE INTER-PARLEMENTAIRE SUR LA RESOLUTION CONCERNANT L'AMERIQUE CENTRALE.
- ETATS-UNIS: ENQUETE SUR LES ACTIVITES CRIMINELLES DE DIRIGEANTS "CONTRAS".

NICARAGUA: LE NICARAGUA REpond AU GROUPE DE CONTADORA.

LE GROUPE DE CONTADORA, SON GROUPE D'APPUI ET LES MINISTRES CENTRE-AMERICAINS DES RELATIONS FAIRE AVANCER LES NEGOCIATIONS. LA RENCONTRE A ETE CONSIDEREE COMME L'UNE DES PLUS LONGUES ET DES PLUS DIFFICILES DE L'HISTOIRE DE CONTADORA CAR LE HONDURAS, LE COSTA RICA ET LE SALVADOR ONT REFUSE DE CONDAMNER L'AGRESSION AMERICAINE CONTRE NICARAGUA ET ONT EXERCE DES PRESSIONS POUR OBTENIR UNE SIGNATURE IMMEDIATE DE L'ACTE POUR LA PAIX.-

LE NICARAGUA A POUR SA PART AFFIRME CATEGORIQUEMENT QUE TANT QUE PERSISTERAIT LA GUERRE MENEe CONTRE LUI PAR LA MAISON BLANCHE, TOUT DOCUMENT DE PAIX SERAIT INEFFICACE DANS LA REGION.-

LE DOCUMENT FINAL DE CETTE RENCONTRE DONNE AUX PAYS DE L'ISTHME UN DELAI D'UNE SEMAINE POUR MANIFESTER LEUR DISPOSITION A SIGNER LE 6 JUIN PROCHAIN, L'ACTE TEL QU'IL FUT PROPOSE AU COURS DE LA REUNION.-

ETANT DONNE SON IMPORTANCE, NOUS REPRODUISONS CI-DESSOUS LE TEXTE INTEGRAL DE LA REponse DU NICARAGUA AU GROUPE DE CONTADORA.-

ANN HEBDOMADAIRE EST UNE PUBLICATION DE L'AGENCIA NUEVA NICARAGUA (ANN)
DONT LE SIEGE CENTRAL SE TROUVE A MANAGUA.
ANN - APARTADO POSTAL 435 - TELEPHONE 23278 - TELEX 1081

G.P. 11481

SUITE A LA DECLARATION DES MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES DES PAYS DU GROUPE DE CONTADORA ET DU GROUPE D'APPUI FAIJE A PANAMA LE 7 AVRIL 1986 DANS LAQUELLE IL EST DEMANDE QUE LES PAYS CENTRE-AMERICAINS FASSENT CONNAITRE LEUR POSITION DANS UN DELAI DE 8 JOURS AU PLUS, LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA DESIRE FAIRE LA DECLARATION SUIVANTE:

- 1- NOTRE PAYS EST VICTIME DE L'AGRESSION DES ETATS-UNIS DEPUIS QUATRE ANS. JUSQU'A MAINTENANT, LE GOUVERNEMENT DU PRESIDENT REAGAN, FAISANT FI DE L'ORDRE JURIDIQUE INTERNATIONAL ET DE LA CONDAMNATION DES GOUVERNEMENTS ET DES PEUPLES DU MONDE, CONTINUE A S'OBSTINER A DEVELOPPER CONTRE NOTRE PEUPLE UNE AGRESSION QUI A DEJA COUTE DES DIZAINES DE MILLIERS DE MORTS ET DE BLESSES ET DES MILLIARDS DE DOLLARS DE PERTES ECONOMIQUES ET DE DESTRUCTIONS OCCASIONNEES A NOTRE INFRASTRUCTURE PRODUCTIVE.-
- 2- LE NICARAGUA A ETE LE PREMIER ET LE SEUL PAYS D'AMERIQUE CENTRALE A APPUYER PLEINEMENT L'ACTE DE CONTADORA DE 1984 QUE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS A REJETE ET OUVERTEMENT SAPE.-
- 3- L'ACTE MODIFIE DE CONTADORA QUI A VU LE JOUR A LA SUITE DES DIFFICULTES CREEES PAR LES ETATS-UNIS, CONTIENT DES POINTS QUI, PARCE QU'ILS PEUVENT LESER SERIEUSEMENT LA SOUVERAINETE ET LA SECURITE DE NOTRE PAYS, SONT INACCEPTABLES POUR LE NICARAGUA.-
- 4- LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA APPUIE L'affirmation CONTENUE DANS LA DECLARATION DU 7 AVRIL DISANT QUE LE PROCESSUS DE NEGOCIATION DIPLOMATIQUE PARRAINE PAR LE GROUPE DE CONTADORA EST LE MOYEN VIABLE POUR OBTENIR UNE ENTENTE POLITIQUE PERMETTANT LA PAIX ET LA COOPERATION EN AMERIQUE CENTRALE, BIEN QU'ELLE NE SOIT ET NE PUISSE ETRE LIEE L'ACCEPTATION AU PIED DE LA LETTRE DE LA PROPOSITION DE L'ACTE MODIFIE DE CONTADORA.-
- 5- LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA RATIFIE SON ADHESION ET CONSIDERE QUE LE MESSAGE DE CARABALLEDA EMIS LE 12 JANVIER 1986 PAR LE GROUPE DE CONTADORA ET LE GROUPE D'APPUI ET QUI A ETE RATIFIE PAR LES PAYS CENTRE-AMERICAINS QUELQUES JOURS PLUS TARD AU GUATEMALA ET POSTERIEUREMENT A PUNTA DEL ESTE, EST EN VIGUEUR.-
- 6- LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA ACCEPTE L'INVITATION ADRESSEE AUX CINQ GOUVERNEMENTS CENTRE-AMERICAINS AFIN QUE CEUX-CI REPRENENT IMMEDIATEMENT LES NEGOCIATIONS CONCERNANT LES DEUX SEULS ASPECTS ENCORE EN SUSPENS DE L'ACTE DE CONTADORA QUI PORTENT SUR LE CONTROLE ET LA REDUCTION DES ARMEMENTS ET SUR LES MANOEUVRES MILITAIRES.-
- 7- LE NICARAGUA ACCEPTE DE SIGNER LE 6 JUIN LE DOCUMENT MENTIONNE SI A CETTE DATE A COMPLETEMENT CESSE L'AGRESSION DES ETATS-UNIS CONTRE LE NICARAGUA ET SI UN ACCORD A ETE OBTENU SUR LES POINTS TOUJOURS EN SUSPENS DE L'ACTE MODIFIE ET TOUT CELA DANS LE CADRE DU CONCEPT DE "SIMULTANEITE" EXPRIME EXPLICITEMENT DANS LE MESSAGE DE CARABALLEDA.-
- 8- LE NICARAGUA EST UN PAYS AGRESSE PAR LA PUISSANCE IMPERIALISTE LA PLUS PUISSANTE DE LA TERRE. JAMAIS AUCUN PEUPLE N'ACCEPTERAIT DE SE DESARMER DANS DE TELLES CIRCONSTANCES. C'EST POURQUOI, SI L'AGRESSION DES ETATS-UNIS NE CESSE PAS, LE NICARAGUA DECLARE QU'IL N'ACCEPTERA SOUS AUCUN PRETEXTE DE DESARMER FACE AUX ETATS-UNIS CAR CELA SERAIT TRAHIR NOTRE PEUPLE CE QUE LA REVOLUTION SANDINISTE NE FERA JAMAIS.-
- 9- LE NICARAGUA ACCEPTE ET APPUIE PLEINEMENT LES POINTS CONTENUS DANS LA DECLARATION DU 7 AVRIL QUI AFFIRMENT QUE POUR L'OBTENTION DE LA PAIX DANS LA REGION IL EST INDISPENSABLE QUE CESSE TOUTE INGERENCE D'UN ETAT DANS LES AFFAIRES D'UN AUTRE ETAT CAR UNE TELLE INGERENCE EST INCOMPATIBLE AVEC LES PRINCIPES ET LES NORMES DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET DE CELLE DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS ET CONSTITUE UNE VIOLATION FLAGRANTE DE L'ORDRE JURIDIQUE INTERNATIONAL.-

- 10 LE NICARAGUA RATIFIE SA DISPOSITION A CONSTITUER IMMEDIATEMENT AVEC LE COSTA RICA LA MISSION CIVILE D'ENQUETE ET D'INSPECTION DES INCIDENTS FRONTALIERS ENTRE LES DEUX PAYS ET REMERCIE LE GROUPE DE CONTADORA ET LE GROUPE D'APPUI D'AVOIR EXPRIME DANS LA DECLARATION DE PANAMA LEUR DISPOSITION A EFFECTUER UNE RECONNAISSANCE GENERALE DE LA FRONTIERE COMMUNE ENTRE LES DITS ETATS, PENDANT LE MOIS D'AVRIL 1986, DANS LE BUT DE PRECISER LES BESOINS DE LA MISSION CIVILE ET DE LA METTRE SUR PIED LE PLUS TOT POSSIBLE.-
- 11 LE NICARAGUA EST DISPOSE A CONSTITUER IMMEDIATEMENT AVEC LE HONDURAS UNE COMMISSION CIVILE DU MEME TYPE DANS LAQUELLE LE GROUPE DE CONTADORA ET LE GROUPE D'APPUI PARTICIPERAIENT EGALEMENT.-
- 12 LE NICARAGUA REITERE SA VOLONTE D'ENGAGER AU PLUS VITE DES CONVERSATIONS BILATERALES AVEC LES ETATS-UNIS QUI CONTRIBUENT A L'OBTENTION DE LA STABILITE ET DE LA PAIX EN AMERIQUE CENTRALE.-
- 13 LE NICARAGUA, PAYS LATINO-AMERICAIN VICTIME DE L'AGRESSION BRUTALE ET INJUSTIFIEE DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, EXHORTE LES GOUVERNEMENTS DU GROUPE DE CONTADORA ET DU GROUPE D'APPUI A AGIR CONSEQUEMMENT FACE A CETTE REALITE.-

LE PEUPLE ET LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA QUI AUJOURD'HUI FONT FACE A L'ESCALADE TERRORISTE DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS, ONT LA CERTITUDE QUE LA SOLIDARITE COMBATIVE DES PEUPLES HEROIQUES D'AMERIQUE LATINE ET DES CARAIRES JOINTE A LA SOLIDARITE DE TOUS LES PEUPLES DU MONDE Y INCLUS LE PEUPLE AMERICAIN, NOUS AIDERA A DEFAIRE L'AGRESSION ET A OBTENIR LA PAIX.-

DANIEL ORTEGA SAAVEDRA

AMERIQUE CENTRALE: LA PAIX EN AMERIQUE CENTRALE EST INTIMEMENT LIEE A L'ARRET DE L'AGRESSION CONTRE LE NICARAGUA.

PANAMA, AVRIL (ANN).- L'ABOUTISSEMENT DES DEMARCHES DE PAIX DU GROUPE DE CONTADORA EN AMERIQUE CENTRALE EST ETROITEMENT LIE A L'ARRET DE L'AGRESSION MILITAIRE ET ECONOMIQUE QUE L'ADMINISTRATION REAGAN NE CESSE DE MENER CONTRE LE NICARAGUA AU DEFI DE TOUTES LES NORMES DU DROIT INTERNATIONAL.-

TELLE EST LA POSITION DE PRINCIPES QU'A MANIFESTEE AVEC FERMETE LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN AU COURS DE LA CONFERENCE QUI A REUNI DANS LA CAPITALE PANAMEENNE, LES CINQ, SIX ET SEPT AVRIL, LES TREIZE MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES DES ETATS DU GROUPE DE CONTADORA, DU GROUPE D'APPUI ET D'AMERIQUE CENTRALE.-

LE PERE MIGUEL D'ESCOTO, MINISTRE NICARAGUAYEN DES RELATIONS EXTERIEURES, A EXPOSE QUE TANT QUE LES ETATS-UNIS PERSISTERONT DANS L'OCTROI D'UNE AIDE MILITAIRE A LA CONTRE-REVOLUTION, SON PAYS NE POURRA SOUSCRIRE EN AUCUNE MANIERE AUX CONVENTIONS SUR LE CONTROLE ET LA REDUCTION DES ARMEMENTS CONTENUES DANS L'ACTE DE PAIX DE CONTADORA.-

LA REUNION DES 5-7 AVRIL QUE LES OBSERVATEURS ONT ESTIME ETRE LA PLUS LONGUE ET LA PLUS DIFFICILE DE TOUTES CELLES QUI ONT EU LIEU AU COURS DES TROIS ANS ET DEMI DE NEGOCIATIONS POUR L'INSTAURATION DE LA PAIX EN AMERIQUE CENTRALE, S'EST TERMINEE SUR UN ECHEC RETENTISSANT, LES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES DU HONDURAS, DU SALVADOR ET DU COSTA RICA AYANT BRUSQUEMENT QUITTE LA SAILE DE CONFERENCE APRES AVOIR DISTRIBUE UN DOCUMENT SIGNE DE LEURS TROIS GOUVERNEMENTS ALORS QUE LES TERMES DU DOCUMENT FINAL DE CONTADORA ETAIENT ENCORE EN COURS DE DISCUSSION.-

CES TROIS ETATS, ALLIES INCONDITIONNELS DES ETATS-UNIS, ONT DEFENDU LA SIGNATURE IMMEDIATE D'UN ACTE DE PAIX QUI N'IMPLIQUERAIT AUCUNEMENT WASHINGTON DANS LES ACCORDS DE DESARMEMENT ET DE CONTROLE DES ARMEMENTS ALORS QUE LES ETATS-UNIS SONT AUX YEUX DU NICARAGUA LE PRINCIPAL RESPONSABLE DU CONFLICT REGIONAL.-

LES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES D'EL SALVADOR (RODOLFO CASTILLO), DU COSTA RICA (CARLOS JOSE GUTIERREZ) ET DU HONDURAS (CARLOS LOPEZ CONTRERAS) ONT ACCUSE LE NICARAGUA DE MAINTENIR UNE ATTITUDE 'INTRANSIGEANTE', CE QU'A REFUTE LE PLENIPOTENTIAIRE NICARAGUAYEN, MIGUEL D'ESCOTO QUI A AFFIRME QU'EN REALITE LA REUNION AVAIT ECHUE DU FAIT DE L'ACHARNEMENT DES ETATS-UNIS A POURSUIVRE LEUR INTERVENTION.-

'L'ADMINISTRATION REAGAN S'OBSTINE A VOULOIR ACCORDER UNE NOUVELLE AIDE MILITAIRE DE CENT MILLIONS DE DOLLARS AUX FORCES MERCENAIRES. AUSSI, TANT QUE NOUS AURONS CETTE MENACE A NOS FRONTIERES NOUS NE POURRONS NOUS ENGAGER A NE PAS NOUS ARMER', A DECLARE MIGUEL D'ESCOTO.-

L'ORGANE OFFICIEL DU FRONT SANDINISTE (FSLN), LE QUOTIDIEN 'BARRICADA', A APPUYE LES POSITIONS EXPRIMEES PAR LE MINISTRE NICARAGUAYEN DES RELATIONS EXTERIEURES EN AFFIRMANT QUE LE DROIT ETAIT DU COTE DU NICARAGUA LORSQUE CELUI-CI N'APPOSE PAS SA SIGNATURE A L'ACTE DE PAIX TANT QUE SE POURSUIT L'AGRESSION MILITAIRE DES ETATS-UNIS.-

'LES ETATS-UNIS POURRAIENT CONTINUER LEUR AGRESSION DANS UNE LIBERTE TOTALE EN SO MOQUANT, SUR LE DOS DU PEUPLE NICARAGUAYEN, DE N'IMPORTE QUEL ACCORD CENTRE-AMERICAIN', SOULIGNE CE JOURNAL GOUVERNEMENTAL DANS UN EDITORIAL DE NOTABLE INTERET INTITULE 'POURQUOI NOUS NE SIGNONS PAS'.-

'BARRICADA' ESTIME QUE LA DEMANDE PRESENTEE PAR LE GROUPE DE CONTADORA AUX CONGRESSISTES AMERICAINS MICHAEL BARNES, BILL RICHARDSON ET JIM SLATTERY POUR QUE LE VOTE DE L'AIDE A LA CONTRE-REVOLUTION PREVU POUR LE 15 AVRIL SOIT REPORTE, 'S'APPROCHE QUELQUE PEU DE LA POSITION REALISTE DU NICARAGUA DE NE SIGNER AUCUN ACTE TANT QUE L'AGRESSION AMERICAINE N' AURA PAS CESSE'.-

CEPENDANT, AJOUTE LE FSLN, CETTE DEMANDE DE CONTADORA 'CONSTITUE EN UNE CERTAINE MESURE UN AVAL DONNE A LA DISCUSSION ILLEGALE ET IMMORALE QUE MENE LE CONGRES'.-

LE QUOTIDIEN SOULIGNE QUE LE NICARAGUA NE DEMANDE AUCUN REPORT DE QUOI QUE CE SOIT MAIS BIEN L'ARRET DEFINITIF DE L'INGERENCE AMERICAINE ET DES OPERATIONS MERCENAIRES CONTRE LA NATION SANDINISTE.-

LES CONGRESSISTES BARNES, RICHARDSON ET SLATTERY SE SONT REUNIS DEUX HEURES DURANT AVEC LES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES DE CONTADORA DANS UNE SUITE SOUS HAUTE SURVEILLANCE DE L'HOTEL 'PANAM HILTON' DE CETTE CAPITALE.-

ILS ONT RECONNU APRES CETTE RENCONTRE QUE LES DIPLOMATES LATINO-AMERICAINS AVAIENT UNANIMEMENT INSISTE SUR LE FAIT QUE L'AIDE DES ETATS-UNIS AUX CONTRAS MINAIT LE COURS DES NEGOCIATIONS ET RENDAIT BEAUCOUP PLUS ARDUS LES EFFORTS REALISES POUR INSTAURER LA PAIX EN AMERIQUE CENTRALE.-

LE COMMUNIQUE DE CONTADORA ET DU GROUPE D'APPUI NE MENTIONNE PAS LA DEMANDE PRESENTEE AUX CONGRESSISTES AMERICAINS. IL SE LIMITE A REITERER L'APPEL LANCE 'AUX PAYS AYANT DES INTERETS OU DES LIENS DANS LA REGION' QUI LEUR DEMANDAIT DE S'ABSTENIR D'APPUYER LES FORCES IRREGULIERES OU LES MOUVEMENTS INSURRECTIONNELS OPERANT DANS LA REGION OU CHERCHANT A FOMENTER LA SUBVERSION ET LA DESTABILISATION DE L'ORDRE CONSTITUTIONNEL DES ETATS LATINO-AMERICAINS EN RECOURANT A LA FORCE OU A DES ACTES DE TERRORISME DE TOUT GENRE.-

SELON LE DOCUMENT FINAL, LES ETATS CENTRE-AMERICAINS DISPOSENT D'UN DELAI DE HUIT JOURS POUR FAIRE SAVOIR S'ILS SONT PRETS A TERMINER LA NEGOCIATION DE L'ACTE ET A PROCEDER A SA SIGNATURE POUR QUE CE DERNIER ENTRE EN VIGUEUR LE SIX JUIN PROCHAIN.-

"NOUS SOMMES VENUS POUR FIXER UN CALENDRIER AFIN DE CONCLURE LES NEGOCIATIONS ET NOUS L'AVONS FIXE. MAINTENANT, LES ETATS CENTRE-AMERICAINS ONT LA PAROLE. POUR EUX L'HEURE EST VENUE DE MONTRER QU'ILS ONT LA VOLONTE POLITIQUE D'ABOUTIR A UNE SOLUTION NEGOCIEE", A DECLARE LE MINISTRE COLOMBIEN DES RELATIONS EXTERIEURES AUGUSTO RAMIREZ QUI LISAIT AVEC UNE VISIBLE EMOTION LE COMMUNIQUE DES ENTRETIENS DE PANAMA.-

L'ULTIMATUM PRESENTE PAR CONTADORA ET SON GROUPE D'APPUI NE LAISSE QUE DEUX MOIS AUX ETATS CENTRE-AMERICAINS POUR ABOUTIR A UN ACCORD SUR LES POINTS DE L'ACTE DONT LA NEGOCIATION EST RESTEE EN SUSPENS. IL S'AGIT DE LA REDUCTION ET DU CONTROLE DES ARMEMENTS ET DE LA REALISATION DANS L'ISTHME CENTRE-AMERICAIN DE MANOEUVRES MILITAIRES ETRANGERES.-

LES GOUVERNEMENTS CENTRE-AMERICAINS, CONFORMEMENT AU PLAN DE PANAMA, DOIVENT "RENOUER IMMEDIATEMENT" LES NEGOCIATIONS SUR CES DEUX POINTS PAR LE BIAIS DE LEURS PLENIPOTENTIAIRES POUR QUE LES FONDEMENTS DU TRAITE SOIENT CONCLUS FIN AVRIL.-

SELON LE CALENDRIER DECIDE A PANAMA, LES CONSULTATIONS POLITIQUES FINALES AURAIENT LIEU EN MAI ET L'ACTE DE CONTADORA POUR LA PAIX ET LA COOPERACION EN AMERIQUE CENTRALE DEVRAIT ETRE APPROUVE DANS SA TOTALITE LE SIX JUIN.-

IL SERA TRES DIFFICILE DE SURMONTER LES PROBLEMES COMPLEXES POSES PAR CE "COMPTE A RESOURS" A CAUSE DE L'ATTITUDE DE CONFRONTATION OUVERTE AFFICHEE PAR LE "GROUPE DE TEGUCIGALPA" (HONDURAS, EL SALVADOR, COSTA RICA) CONTRE LE NICARAGUA, LES GOUVERNEMENTS DE CES TROIS PAYS SE FAISANT PUBLIQUEMENT LES DEFENSEURS DE LA POLITIQUE AMERICAINE D'INGERENCE EN AMERIQUE CENTRALE.-

DES DIPLOMATES LATINO-AMERICAINS CONSULTES PAR L'AGENCE ANN ONT DIT QU'ILS ETAIENT CONVAINCUS QUE LA PRESENCE INHABITUELLE DE TROIS CONGRESISTES AMERICAINS ET DE DIVERS ENVOYES SPECIAUX DES PRINCIPAUX ORGANES DE PRESSE DES ETATS-UNIS AVAIT POUR BUT DE "TEMOIGNER" DE L'ECHEC DES NEGOCIATIONS ET D'APPUYER LE LANCEMENT PAR LES ETATS-UNIS D'UNE POLITIQUE DETERMINEE DE CONFRONTATION CONTRE LE NICARAGUA.-

LE MOIS DERNIER, LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS QUE DOMINENT LES DEMOCRATES A REPOUSSE LA DEMANDE DE 100 MILLIONS DE DOLLARS FAITE PAR LE PRESIDENT REAGAN EN FAVEUR DES CONTRAS. TOUTEFOIS, CELLE-CI A ETE APPROUVEE LE 27 MARS A QUELQUES VOIX DE MAJORITE PAR LE SENAT QUI LUI EST A MAJORITE REPUBLICAINE.-

LA POSITION CONTROVERSEE DE LA MAISON BLANCHE DEVRAIT ETRE A NOUVEAU EXAMINEE LE 15 AVRIL PAR LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS. POUR LA MAJORITE DES DIPLOMATES LATINO-AMERICAINS PRESENTS A PANAMA, IL NE FAIT AUCUN DOUTE QUE LE CONGRES LUI DONNERA ALORS LE FEU VERT EN DEPIT DE L'OPPOSITION ET DES APPELS QUI MONTENT DU SOUS-CONTINENT.-

MEXIQUE:

PROFONDES DIVERGENCES A LA CONFERENCE INTER-PARLEMENTAIRE SUR LA RESOLUTION CONCERNANT L'AMERIQUE CENTRALE.

MEXICO, AVRIL (ANN).- DE SERIEUSES DIVERGENCES PARMIS LES DELEGUES LATINO-AMERICAINS PARTICIPANT A LA CONFERENCE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE (UIP) QUI S'EST REALISEE DANS CETTE CAPITALE DU 6 AU 12 AVRIL, ONT EMPECHE LA REDACTION CONJOINTE D'UN PROJET DE RESOLUTION SUR LE CONFLIT CENTRE-AMERICAIN EN VUE DE SON INSERTION DANS LA DECLARATION FINALE.-

DES DELEGUES DES 18 PARLEMENTS D'AMERIQUE LATINE QUI FONT PARTIE DU PARLEMENT LATINO-AMERICAIN (PARLATINO) ONT REALISE D'INTENSES CONSULTATIONS SANS EN ARRIVER A UN CONSENSUS EN VUE DE LA PRESENTATION D'UNE PROPOSITION CONJOINTE SUR LE PROJET DE RESOLUTION SUR LA CRISE CENTRE-AMERICAINE POUR LA SOUMETTRE ENSUITE A LA COMMISSION POLITIQUE DE LA CONFERENCE.-

AU DEBUT, IL SEMBLAIT EXISTER UN CONSENSUS PARMIS LES DELEGUES DES PAYS MEMBRES DU "PARLATINO" EN CE QUI A TRAIT A L'APPROBATION D'UNE PROPOSITION PRESENTEE PAR LA DELEGATION PANAMEENNE ET QUI PREVOYAIT L'INCLUSION DE QUELQUES POINTS CENTRAUX DE LA "DECLARATION DE GUATEMALA" EMISE AU DEBUT DU MOIS DANS LA CAPITALE GUATEMALTEQUE A LA FIN DE LA REUNION QU'A TENUE DANS CETTE CAPITALE L'ORGANISME LEGISLATIF CONTINENTAL.-

SELON LA PROPOSITION PANAMEENNE, APPUYEE PAR LA DELEGATION DU NICARAGUA, LE PROJET DE RESOLUTION DEVAIT REPRENDRE LES POINTS FONDAMENTAUX DE CETTE DECLARATION SOIT LA REAFFIRMATION DES PRINCIPES D'AUTODETERMINATION, DE NON INGERENCE DANS LES AFFAIRES INTERIEURES D'UN AUTRE PAYS, LA PROMOTION DE LA DEMOCRATIE PLURALISTE ET LE RETRAIT DES BASES ET CONSEILLERS MILITAIRES ETRANGERS DE LA REGION COMME CONDITIONS POUR EN ARRIVER A UNE SOLUTION PACIFIQUE ET NEGOCIEE DE LA CRISE REGIONALE.-

CETTE PROPOSITION PREVOYAIT AUSSI L'AJOUT DE CE QUI EST MAINTENANT DEvenu LE POINT SIX DE LA "DECLARATION DE GUATEMALA" DANS LAQUELLE ON "CONDAMNE ET REJETTE TOUTE RESOLUTION OU ACTION INTERVENTIONNISTE, OUVERTE OU SECRETE, DES PUISSANCES HEGEMONIQUES QUI IMPLIQUE UNE AGRESSION OU VIOLE LA SOUVERAINETE DES PAYS DE LA REGION" ET COMME ELEMENT CONSIDERE ESSENTIEL POUR LA DELEGATION NICARAGUAYENNE L'AFFIRMATION SUIVANTE: "MERITE UNE CONDAMNATION SPECIALE L'INTERVENTION OUVERTE DU GOUVERNEMENT ET DE CERTAINS SECTEURS DU CONGRES DES ETATS-UNIS DANS LE PROBLEME DU NICARAGUA".-

BIEN QUE LES DELEGATIONS DES PARLEMENTS LATINO-AMERICAINS QUI ONT PARTICIPE A CETTE CONFERENCE REPRESENTAIENT LES MEMES PAYS, Y INCLUS LES ALLIES CENTRE-AMERICAINS DES ETATS-UNIS, QUI ONT APPROUVE PAR CONSENSUS LA "DECLARATION DE GUATEMALA" AVEC SA CLAUSE DE CONDAMNATION EXPLICITE DE L'INTERVENTION AMERICAINE AU NICARAGUA, QUELQUES DELEGATIONS LATINO-AMERICAINES, CRAIGNANT DE PROVOQUE L'OPPOSITION DES ETATS-UNIS AU SEIN DU COMITE DE REDACTION DU PROJET DE RESOLUTION, ONT DECIDE DE ROMPRE LE CONSENSUS DU "PARLATINO" EN PRESENTANT DES AMENDREMENTS A LA PROPOSITION DU PANAMA.-

CONCRETEMENT, LA REPRESENTATION DU GUATEMALA A DEPOSE DEVANT LE COMITE DE REDACTION UNE PROPOSITION ALTERNATIVE DEMANDANT A L'UIP D'EXPRIMER SON APPUI AUX QUATRE PREMIERS POINTS DE LA "DECLARATION DE GUATEMALA", LES QUELS NE CONTIENNENT QUE DES REFERENCES GENERALES A LA GRAVITE DE LA CRISE CENTRE-AMERICAINE ET LA NECESSITE DE TROUVER LA SOLUTION A TRAVERS LE PROCESSUS DE CONTADORA SANS MENTIONNER LE POINT CONDAMNANT LA POLITIQUE INTERVENTIONNISTE AMERICAINE CONTRE LE NICARAGUA.-

POUR SA PART LA DELEGATION ARGENTINE, DEVANT L'EVIDENT REFUS DES PARLEMENTAIRES AMERICAINS D'APPUYER MEME LA TRES MODEREE RESOLUTION DE GUATEMALA, A SUGGERE D'OMETTRE DANS LE PROJET DE RESOLUTION TOUTE MENTION DE LA "DECLARATION DE GUATEMALA" ET D'Y INCLURE EXPLICITEMENT L'ENGAGEMENT DES PAYS CENTRE-AMERICAINS A SIGNER LE DOCUMENT DE PAIX DE CONTADORA AVANT LE SIX JUIN PROCHAIN, DATE LIMITE FIXEE PAR LE GROUPE MEDIATEUR POUR LA CONCLUSION DES DEMARCHES DE PAIX AU COURS DE SA DERNIERE REUNION TENUE A PANAMA AU COURS DU DERNIER WEEK-END.-

LA DELEGATION DU NICARAGUA DIRIGEE PAR LE SECRETAIRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE RAFAEL SOLIS CERDA, PEU APRES LE DEPART DU PRESIDENT DE CET ORGANISME LEGISLATIF, LE COMMANDANT CARLOS NUNEZ, A CRITIQUE D'ABORD LA PROPOSITION DU GUATEMALA POUR ENSUITE FAIRE CONNAITRE SON REFUS TOTAL D'ACCEPTER LA SUPPOSEE ALTERNATIVE PRESENTEE PAR L'ARGENTINE.-

LA REPRESENTATION NICARAGUAYENNE, POUR SA PART, A DECIDE DE LUTTER AU SEIN DU COMITE DE REDACTION AFIN D'INCLURE DANS LA RESOLUTION EN QUESTION UNE CLAUSE QUI EXPRIME L'APPUI DE LA CONFERENCE DE L'UIP A LA "DECLARATION DE GUATEMALA" DANS SON ENSEMBLE.-

CETTE PROPOSITION NICARAGUAYENNE N'A PAS NON PLUS OBTENU L'APPUI UNANIME DES DELEGATIONS LATINO-AMERICAINES REPRESENTEES AU COMITE DE REDACTION (ARGENTINE ET GUATEMALA).-

CE COMITE AUSSI COMPOSE DE L'EGYPTE, DE L'INDONESIE, DU ZAIRE, DE L'UNION SOVIETIQUE, DES ETATS-UNIS, DE LA ROUMANIE, DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE, DU CANADA ET DE LA BULGARIE A MIS FIN A SES DELIBERATIONS AVEC L'ADOPTION D'UN PROJET DE RESOLUTION DE CARACTERE GENERAL DONT LES TERMES N'ENGAGENT AUCUN PAYS IMPLIQUE DANS OU LIE AUX CONFLITS CENTRE-AMERICAINS. POUR CE QUI EST DE LA ''DECLARATION DE GUATEMALA'', IL SE LIMITE A APPELER LA CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE A ''PRENDRE NOTE'' DE CE DOCUMENT SANS DEMANDER L'EXPRESSION D'UN APPUI.-

APRES D'INTENSES DISCUSSIONS, LES PARTICIPANTS ONT APPROUVE UN PROJET DE RESOLUTION DE CONDAMNATION A LA COURSE AUX ARMEMENTS, AU TERRORISME INTERNATIONAL ET AUX ZONES DE TENSION DANS LE MONDE AVEC UNE REFERENCE PARTICULIERE A LA SITUATION DE L'AMERIQUE CENTRALE.-

A CE SUJET, INSERE COMME SOUS-THEME DANS LA PROPOSITION DE RESOLUTION GLOBALE, LE TEXTE APPROUVE SOLLICITE DES PARLEMENTAIRES DU MONDE ENTIER QU'ILS RECOMMANDENT A LEURS GOUVERNEMENTS RESPECTIFS UNE APPLICATION RIGOUREUSE DES RESOLUTIONS ISSUES DES NATIONS UNIES ET DES AUTRES ORGANISMES INTERNATIONAUX AFIN D'ELIMINER LES FOYERS DE TENSION TANT EN ASIE, QU'EN AFRIQUE ET SUR LE CONTINENT AMERICAIN.-

IL LANCE EGALEMENT UN APPEL ''SOLEMNEL'' AUX ETATS EN CONFLIT POUR QU'ILS METTENT FIN IMMEDIATEMENT AUX HOSTILITES ET POUR QU'ILS RESOLVENT LEURS DIFFERENTS PAR LA VOTE DE LA NEGOCIATION POLITIQUE.-

SE REFERANT SPECIFIQUEMENT A L'AMERIQUE CENTRALE, LE PROJET DE RESOLUTION SOULIGNE L'EXISTENCE DE L'APPEL LANCE PAR LES PARLEMENTS A TOUTES LES PARTIES MELEES AU CONFLIT, LEUR DEMANDANT DE ''PRENDRE EN COMPTE LE DERNIER APPEL EMIS PAR LES GOUVERNEMENTS DU GROUPE DE CONTADORA ET DU GROUPE D'APPUI AU COURS DE LEUR REUNION DE PANAMA'' EN SOUSCRIVANT A L'ACTE DE CONTADORA POUR LA PAIX ET LA COOPERATION DANS LA REGION.-

DE LA MEME MANIERE, IL PRESSE LES ETATS LIES A LA REGION D'AIDER AU PROCESSUS DE SIGNATURE DE L'ACTE ET DE RESPECTER LES ACCORDS QU'IL ETABLIT.-

APRES AVOIR AFFIRME QUE TOUS LES PAYS DE L'AIRE AVAIENT LE DROIT DE VIVRE EN PAIX ET DANS LA SECURITE SANS INGERENCE ETRANGERE, LE PROJET DE RESOLUTION DECLARE QUE LA CONFERENCE APPUIE LES INITIATIVES VISANT A LA REALISATION DE L'INTEGRATION REGIONALE DE L'AMERIQUE CENTRALE DONT, ENTRE AUTRES, LA PROPOSITION FAITE PAR LE GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE DE CREER UN PARLEMENT CENTRE-AMERICAIN. IL EXPRIME AUSSI SON SOUTIEN A LA ''POLITIQUE COSTA-RICAINE DE NEUTRALITE ACTIVE, PERPETUELLE ET NON ARMEE''.-

LE DOCUMENT INDIQUE DANS UN AUTRE DE SES PARAGRAPHES QUE LA CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE REAFFIRME LE DROIT INALIENABLE DES NATIONS LATINO-AMERICAINES A BENEFICIER D'UN DEVELOPPEMENT CONJOINT DANS LA PAIX REGIONALE EFFECTIVE, LA DEMOCRATIE, LA COOPERATION ET LA SOLIDARITE.-

LE PROJET DE RESOLUTION EXPRIME AUSSI LA CONDAMNATION PAR LES PARLEMENTAIRES DU MONDE ENTIER DE TOUTES LES FORMES D'AIDE ECONOMIQUE ET MILITAIRE DONT L'OBJECTIF SERAIT DE PROVOQUER UNE AGRESSION CONTRE UN ETAT DE LA REGION OU SA DESTABILISATION.-

LA RESOLUTION SOULIGNE ENFIN QUE LA CONFERENCE ''PREND NOTE'' DE LA DECLARATION EMISE PAR LE PARLEMENT LATINO-AMERICAIN (PARLATINO) AU TERME DE SA RECENTE REUNION AU GUATEMALA PAR LAQUELLE CELUI-CI.-

''REITERE SA VOLONTE EMANCIPATRICE ET DEFEND L'AUTODETERMINATION, LA NON INGERENCE DANS LES AFFAIRES INTERIEURES D'AUTRES ETATS, LA DEMOCRATIE PLURALISTE, L'ELIMINATION DES BASES ET DES CONSEILLERS MILITAIRES ETRANGERS ET LE TOTAL RESPECT DES DROITS DE L'HOMME''.-

ETATS-UNIS:

ENQUETE SUR LES ACTIVITES CRIMINELLES DE DIRIGEANTS "CONTRAS".

NEW YORK, AVRIL (ANN).- UNE SEMAINE AVANT LE NOUVEAU VOTE DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS SUR L'AIDE AUX "CONTRAS", L'ON APPREND QUE LE BUREAU FEDERAL D'ENQUETES (FBI) ENTREPREND UNE ENQUETE SUR DE PRESUMES ACTIVITES CRIMINELLES DES FORCES QUI TENTENT DE RENVERSER LE GOUVERNEMENT DU NICARAGUA.-

LEON KELLNER, PROCUREUR FEDERAL POUR LE SUD DE LA FLORIDE, EST CHARGE DE L'ENQUETE SUR DE POSSIBLES EMBARQUEMENTS ILLEGAUX D'ARMES EN NOUVELLE-ORLEANS ET EN FLORIDE POUR LES GROUPES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES QUI OPERENT A PARTIR DU HONDURAS ET DU COSTA RICA.-

DE PLUS, L'ON VERIFIE DES CHARGES CONCERNANT UN TRAFIC DE COCAINE QUI AIDERAIT A FINANCER LES ACTIVITES NON SEULEMENT DE LADITE "ALLIANCE REVOLUTIONNAIRE DEMOCRATIQUE" (ARDE) -QUI A DEJA ETE ACCUSEE D'UN TEL DELIT- MAIS AUSSI DES DENOMMEES "FORCES DEMOCRATIQUES NICARAGUAYENNES" (FDN), PRINCIPALE ORGANISATION AYANT L'APPUI DE WASHINGTON.-

EN MEME TEMPS, DES SOUPCONS DE CORRUPTION CONTINUENT DE PESER SUR LE DIRECTEUR DES "FDN", ADOLFO CALERO, QUI AVEC DEUX DE SES PARENTS, A ETE ACCUSE DE DETOURNER UNE GRANDE PARTIE DES 27 MILLIONS DE DOLLARS D'AIDE "HUMANITAIRE" ADOPTEE PAR LE CONGRES L'AN DERNIER.-

SELON TOM HARKIN, SENATEUR DEMOCRATE, CALERO A UN COMPTE BANCAIRE PERSONNEL A MIAMI OU SONT DEPOSES CES FONDS. HARKIN A QUALIFIE CALERO DE "CORROMPU" ET L'A APPELE "UN FERDINAND MARCOS EN PUISSANCE".-

LES ENQUETES QUI SE DEROULENT LAISSENT PRESAGER UN CHANGEMENT DES LEADERS ET UNE RESTRUCTURATION DU MOUVEMENT CONTRE-REVOLUTIONNAIRE, DONT LA COMPOSITION ACTUELLE ET L'ORIGINE DES DIRIGEANTS FURENT CRITIQUEES AUSSI BIEN PAR CEUX QUI APPUIENT LA POLITIQUE DE REAGAN QUE PAR CEUX QUI S'Y OPPOSENT.-

"DES GENS COMME ELLIOTT ABRAMS, SOUS-SECRETAIRE D'ETAT POUR LES AFFAIRES INTERAMERICAINES, ET DES REPUBLICAINS IMPORTANTS QUI ONT UNE INFLUENCE SUR LE PRESIDENT, COMMENCENT A PENSER QU'IL FAUDRAIT RESTRUCTURER COMPLETEMENT LA DIRECTION DES "FDN" SI LES "CONTRAS" VEULENT AVOIR UNE POSSIBILITE REELLE DE SUCCES. CALERO DEVRA PARTIR", A COMMENTE UN ASSISTANT LEGISLATEUR AU "CHRISTIAN SCIENCE MONITOR" DANS SON EDITION DU 14 AVRIL.-

IL Y A PLUSIEURS JOURS, LA NOMINATION DE LEONARDO SOMARRIBA COMME SECRETAIRE GENERAL DE LADITE "UNITE NICARAGUAYENNE D'OPPOSITION" (UNO) AVAIT ETE ANNONCEE. CETTE ORGANISATION REPRESENTE LES PRINCIPAUX GROUPES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES.-

D'APRES LA PRESSE AMERICAINE, SOMARRIBA - QUI A PASSE ONZE MOIS EN PRISON POUR CONSPIRATION CONTRE LE GOUVERNEMENT SANDINISTE- N'A JAMAIS ETE MEMBRE D'AUCUN PARTI OU GROUPEMENT POLITIQUE, NI AU NICARAGUA NI A MIAMI, BIEN QU'IL FUT VICE-PRESIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'ENTREPRISE PRIVEE (COSEP) A LA FIN DES ANNEES 70.-

D'AUTRE PART, L'ENQUETE QUI SE MENE A PARTIR DE MIAMI A POUR CIBLE LES ACTIVITES CRIMINELLES D'UN GROUPE DE MERCENAIRES AMERICAINS ET CUBAINS QUI TRAVAILLERAIENT POUR LES "CONTRAS", ET, D'APRES PLUSIEURS D'ENTRE EUX, SOUS LA DIRECTION DE L'AGENCE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS (CIA).-

LES ACCUSATIONS COMPORTENT: TRAFIC D'ARMES, INCURSIONS ARMEES CONTRE LE TERRITOIRE NICARAGUAYEN A SA FRONTIERE SUD, ET COMLOT POUR ATTAQUER L'EMBASSADE AMERICAINE A COSTA RICA FAISANT ACCROIRE A UNE ATTAQUE SANDINISTE.-

PLUSIEURS DES MERCENAIRES SE TROUVENT INCARCERES A SAN JOSE. L'UN DES ACCUSES, L'EXILE CUBAIN JESUS GARCIA, EST EMPRISONNE AUX ETATS-UNIS SOUS L'ACCUSATION DE PORT D'ARME ILLICITE.-

JOHN KERRY, SENATEUR DEMOCRATE DU MASSACHUSETTS, CONSIDERE QU'IL Y A SUFFISAMMENT DE PREUVES CONTRE LES ACTIVITES ILLEGALES DE LA ''CONTRA'', DONT CERTAINES VIOLENT EN OUTRE LE TRAITE DE NEUTRALITE DES ETATS-UNIS.-

IL EST D'AVIS QU'IL EST ESSENTIEL QUE LE CONGRES ENQUETE A FOND SUR CETTE QUESTION ETANT DONNE QUE LES CHARGES TOUCHENT A DES ASPECTS IMPORTANTS DE LA POLITIQUE EXTERIEURE AMERICAINE ET QU'ENSUITE, IL REVELE LA VERITE SUR CE QUE REAGAN APPELE LES ''COMBATTANTS DE LA LIBERTE''.-

IL EST TOUTEFOIS PREMATURE DE TIRER DES CONCLUSIONS SUR LES CONSEQUENCES QUE CE SCANDALE PEUT AVOIR SUR LE VOTE DU CONGRES. D'UN COTE, CES NOUVELLES REVELATIONS DISCREDITENT DAVANTAGE LES ''CONTRAS'' EN TANT QU'OPPOSITION ''LEGITIME'' AU GOUVERNEMENT SANDINISTE, ARGUMENT AUTOUR DUQUEL TOURNE LA POLITIQUE DE REAGAN ENVERS LE NICARAGUA.-

D'UN AUTRE COTE, L'ON N'ECARTE PAS LE FAIT QUE CELA SOIT UNE NOUVELLE MANOEUVRE POUR NETTOYER LA FACADE DU MOUVEMENT CONTRE-REVOLUTIONNAIRE ET OBTENIR AINSI L'APPUI DES CONGRESSISTES LES PLUS HESITANTS.-

DANS CE CAS, LES POSTES SUPERIEURS SERAIENT OCCUPES PAR DES DIRIGEANTS PLUS ''PRESENTABLES'' COMME ARTURO CRUZ ET MOINS LIES AU PASSE SOMOZISTE.-

NONOBTANT, CERTAINS OBSERVATEURS SOUTIENNENT QUE, COME REAGAN S'EST IDENTIFIE PERSONNELLEMENT AVEC CALERO ET LES AUTRES LEADERS DES ''FDN'' -QU'IL A COMPARES AUX ''PERES FONDATEURS'' DES ETATS-UNIS- CELA CONSTITUE UN EMPECHEMENT A L'EVENTUALITE D'MAJEUR DANS LA COMPOSITION ET DANS L'IMAGE DE LA CONTRE-REVOLUTION.-

CONJONCTURE ECONOMIQUE

BULLETIN HEBDOMADAIRE DES AGENCES DE PRESSE D'AMERIQUE CENTRALE

SOMMAIRE DU NUMERO 13 12-19/4/1986

NICARAGUA : LE GOUVERNEMENT NE PEUT PAS PAYER LE SERVICE DE LA DETTE.
par Ricardo PINO ROBLES

GUATEMALA : VERS UNE NOUVELLE SPIRALE DE L'ENDETTEMENT?
Par Edgard CELADA (ACEN - SIAG)

HONDURAS : DETTE EXTERIEURE
Par Donato ROJAS (HONDUPRESS)

EL SALVADOR : LA DETTE EXTERIEURE ET LA CRISE DE L'ECONOMIE.
(Salpress - Notisal)

AVEZ VOUS PENSE A VOTRE ABONNEMENT ?